

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1975)
Heft: 318

Artikel: 1er mai en Espagne
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1028629>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les batailles de la liberté

DP 317. Article de Haldas. Mort d'Alvarez del Vayo. C'était en 1964. On m'avait demandé de présider un « meeting » en faveur de l'Espagne républicaine, au cours duquel Alvarez del Vayo devait prendre la parole. Je m'étais mis à lire ses « Mémoires d'un optimiste » : Les Batailles de la Liberté. Et il était venu, vieillard de 73 ans, indomptable quoique demi-aveugle, accompagné de sa femme, Bernoise d'origine ! Parler en espagnol devant une salle des XXII Cantons comble comme je ne l'ai jamais vue comble, où un pick-up broyait de vieux chants révolutionnaires datant de la guerre d'Espagne. Et moi, gagné par l'enthousiasme, quoique je n'entende pas un mot d'espagnol ! Sur mon exemplaire des Batailles, il avait écrit : « Pour J. C., avec la confiance entière dans une très prochaine victoire du peuple espagnol. » Hélas...

A ce propos, deux anecdotes :

Donc, il avait épousé une Bernoise, qui avait une sœur. Laquelle sœur avait épousé un autre Espagnol, qui se trouva ambassadeur d'Espagne à Paris pendant la guerre civile, en un temps où lui-même était ministre des Affaires étrangères (venant en vain plaider la cause de son pays devant une SDN bien décidée à abandonner l'Espagne républicaine à son sort !). Et naturellement, les deux sœurs, l'une à Paris et l'autre à Madrid, se téléphonaient parfois, pour se donner des nouvelles de la coqueluche du petit dernier ou des succès scolaires de l'aînée. En « bernerdütsch » ! Avec tous les services de contre-espionnage de Franco branchés sur la ligne, désespérant de comprendre un traître mot de ce qui était apparemment un langage chiffré, et très inquiets à l'idée des secrets militaires que sans doute les deux dames se communiquaient !

Cependant, le lendemain, mon père, Benjamin Cornuz, professeur à Lausanne, qui de sa vie ne s'était intéressé à l'Espagne républicaine ni à Alvarez del Vayo, recevait une lettre d'un Espa-

gnol franquiste établi à Lausanne, qui le confondait avec moi... Où il lui reprochait d'avoir présidé un meeting au cours duquel Alvarez del Vayo, coupable d'avoir égorgé de sa main trente mille Catalans, avait parlé ! Mon père fort surpris ! Je répondis à la lettre. Mais — ce n'est un secret pour personne — comme je suis d'un naturel peu sérieux, je profitais du fait que mon père avait à Cossonay un homonyme, spécialiste dans l'élevage des lapins angora et auteur de deux brochures sur cet important sujet, pour feindre d'être ce B. Cornuz. Expliquant que j'ignorais tout d'Al-

varez del Vayo et ne comprenais rien à la lettre de mon correspondant — mais que je trouvais aberrante la politique de Franco en matière de lapins angora ! Avec l'espoir raisonnable que pour s'expliquer, il aura répondu au B. Cornuz de Cossonay, lequel à son tour n'aura pas manqué d'être surpris...

A propos : si j'étais vous, je ne lirais pas le livre de notre compatriote Gigon sur les pollués de Minamata : « Le 400^e Chat » (Laffont). Il est, dans son horreur, à peine supportable.

J. C.

1^{er} mai en Espagne

En complément des textes de Georges Haldas et Jeanlouis Cornuz, quelques lignes qui, images de l'étranger, feront exception à notre volonté de suivre avant tout l'actualité helvétique. Outre la volonté de poursuivre sur la lancée de nos deux « invités », des raisons supplémentaires à cette entorse à notre ligne de conduite rédactionnelle : d'abord, c'était le 1^{er} Mai ! Ensuite, c'était le 1^{er} Mai dans cette Espagne dont le régime n'effraie ni les touristes, ni les capitaux suisses ! Enfin, c'est déjà loin le 1^{er} Mai, et ces détails-là (transmis par la centrale syndicale illégale, l'Union générale des travailleurs d'Espagne, UGT — d'orientation socialiste) sont depuis longtemps marchandise périmée pour la presse d'actualité ! (Réd.)

Les organisations de classe les plus représentatives du socialisme historique espagnol, c'est-à-dire le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et la centrale syndicale illégale Union générale des travailleurs d'Espagne (UGT), ont appelé ce 1^{er} Mai leurs militants à manifester dans tout le pays pour une Espagne socialiste et plus spécialement à se concentrer par milliers à Madrid autour de la tombe de l'ouvrier typographe Palo Iglesias, au cimetière civil de la capitale, pour rendre hommage à ce dirigeant de la section espagnole de la

première internationale ouvrière, disciple de Marx et fondateur du PSOE et de l'UGT.

La réaction du gouvernement et des milieux « ultras » espagnols à cet appel ne s'est pas fait attendre : l'heure est à la répression tous azimuts. Le fil des événements.

De forts contingents de la police armée à cheval, des brigades spéciales casquées et mitrailleuse au poing, dirigées par hélicoptère, ainsi que des commandos phalangistes barrent, dès la nuit du 30 avril, tous les accès au cimetière civil de Madrid pour s'opposer par la force à l'afflux massif de milliers de militants socialistes arrivant de Madrid et de toute l'Espagne (notamment des Asturies, du Pays basque et de Séville) par autocar, en camions, en taxi ou à pied.

Plus de cinq mille manifestants, massés près du cimetière ou dans une église voisine, sont attaqués à la fois par ces forces de police et par des « volontaires » phalangistes dans les heures qui suivent l'heure du rendez-vous (12 heures). La police arrête une cinquantaine de militants, parmi lesquels une trentaine de personnes venant de Madrid, huit ou neuf de Séville et sept ou huit des Asturies. Plusieurs dirigeants et personnalités socialistes connus figurent parmi les personnes retenues par la police : le professeur d'économie de l'Université de Santiago de Compostelle, Francisco Bustelo et sa femme Maria, l'écrivain Fernando Baeza, l'avocat Liborio Hierro...

Les commandos d'extrême-droite, appartenant aux « Guerrilleros de Christ-Roi » de Sanchez-Covisa et à la formation « Force Nouvelle » du notaire fasciste Blas Pinar, conseiller national directement nommé par le chef de l'Etat, font de nombreux blessés parmi les manifestants socialistes, en utilisant spécialement des matraques à pointes, des chaînes de bicyclettes et des instruments semblables.

Mais c'est dans les quartiers périphériques de Barcelone où l'action syndicale de l'UGT est très intense que les conséquences de la répression sont les plus dramatiques. En effet, la police armée ayant ouvert le feu dans la soirée du 30 avril contre un groupe de militants de cette organisation qui distribuaient des appels pour le 1^{er} Mai, le jeune Camilo Rueda, ouvrier de l'Hispano-Olivetti et membre du comité provincial de l'UGT, est atteint de deux balles tirées à bout portant, l'une au ventre, l'autre à la jambe.

Des arrestations de militants de l'UGT distribuant des tracts pour le 1^{er} Mai ont eu lieu dans d'autres villes d'Espagne : à Salamanque, sept ouvriers d'une fabrique d'espadrilles (alpargatas); à Séville, seize travailleurs; à Burgos, un ouvrier de Firestone-Hispania, Ramon Herrero et son frère Juan Francisco, métallurgiste à Himosa; à Saint-Sébastien, les ouvriers Carlos Corcuera et Enrique Ibaraguirre... Et la liste s'allonge sans cesse.

LA SEMAINE DANS LES KIOSQUES ALÉMANIQUES

La fin du printemps saint-gallois

Un troisième rédacteur du « St.-Galler Tagblatt » quitte la rédaction. Ainsi toute l'équipe « libérale » qui aurait dû faciliter l'évolution du journal vers une formule plus ouverte politiquement est éliminée. Des bruits circulent à ce sujet et la « Na-

tional Zeitung » (148) s'en fait l'écho. L'éditeur aurait invité plus ou moins instamment à ne pas renier le passé radical-démocratique du journal. Bien entendu, personne, officiellement, ne s'est permis de telles atteintes à la liberté de la presse ! Le fait est que le rédacteur en chef social-démocrate Wilhelm Wolfgang Schütz, le rédacteur aux nouvelles à l'esprit critique Peter Stahlberger et l'ancien rédacteur à l'« Ostschweizer AZ » (soc.) devenu rédacteur local, Michael Guggenheimer, s'en sont allés.

« Hebdo » : la fatalité...

— Dans « Die Weltwoche » (19) on trouve des informations non diffusées en Suisse romande sur la disparition de « L'Hebdo ». La conclusion : « En tout état de cause, le chiffre des ventes aurait interrompu l'expérience dans quelques semaines. L'épisode tragi-comique du conflit interne n'a fait que précipiter cette disparition ».

Deuxième pilier : les délais

— « Schweizerische Finanzzeitung » (20), publie une interview de P. Binswanger, directeur général

de la société d'assurance Winterthour-Vie, au sujet du deuxième pilier. Relevons seulement deux de ses réponses :

A la question de savoir si la majorité est encore d'avis que l'entrée en vigueur de la loi peut avoir lieu le 1^{er} janvier 1977, ce spécialiste répond qu'il estime que c'est possible si les Chambres fédérales examinent le projet en un maximum de trois sessions (printemps, été et automne 1976) et s'il n'y a pas de référendum.

Quant à l'éventualité d'un référendum, M. Binswanger en évalue le « risque » à 50 %.

Un supplément international

— La collaboration entre les trois grands journaux bâlois (« National Zeitung ») badois (« Badische Zeitung ») et alsacien (« L'Alsace ») s'institutionnalise. Le 15 mai, les trois journaux ont, pour la deuxième fois, publié un supplément commun intitulé « Trois millions de voisins sur le Rhin ». Rappelons que quotidiennement ces journaux échangent des informations et que la « National Zeitung » publie, chaque semaine, une chronique dans chacun des dialectes de la « Regio ».

Destin trotskyste

Walter Nelz, docteur en philosophie, a été trotskyste. Peut-être l'est-il encore, du reste. Pendant la deuxième guerre mondiale, il refusait le principe de la défense nationale sur une argumentation marxiste-léniniste. Pour son attitude antimilitariste active, il purgeait deux ans de prison. En 1944, l'Office cantonal du travail envoyait ce chômeur intellectuel aux Archives sociales, à Zurich, pour qu'on l'occupe temporairement à des travaux d'archives. Il avait trente-cinq ans. Ce fut la bouée de sauvetage. En 1946, il était engagé définitivement (depuis mars 1974, il est à la retraite).

Le rapport des Archives sociales publie une page

d'hommages au travail consciencieux de Walter Nelz. Sourires de l'histoire : l'auteur du texte, F.N. Platten, est le fils de Fritz Platten qui organisa le retour de Lénine en Russie.

On sait peu, en fait, quel est le rôle des Archives sociales qui ont été reconnues, en 1974, comme une institution bénéficiant de l'aide aux universités. La documentation amassée par ce service depuis des années n'en est pas moins d'une grande utilité... une utilité d'autant plus remarquable que sont dépouillés également depuis peu les journaux romands !

A noter que les Archives sociales ont reçu mandat de travailler à un « Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier suisse »; on n'arrête pas le progrès !